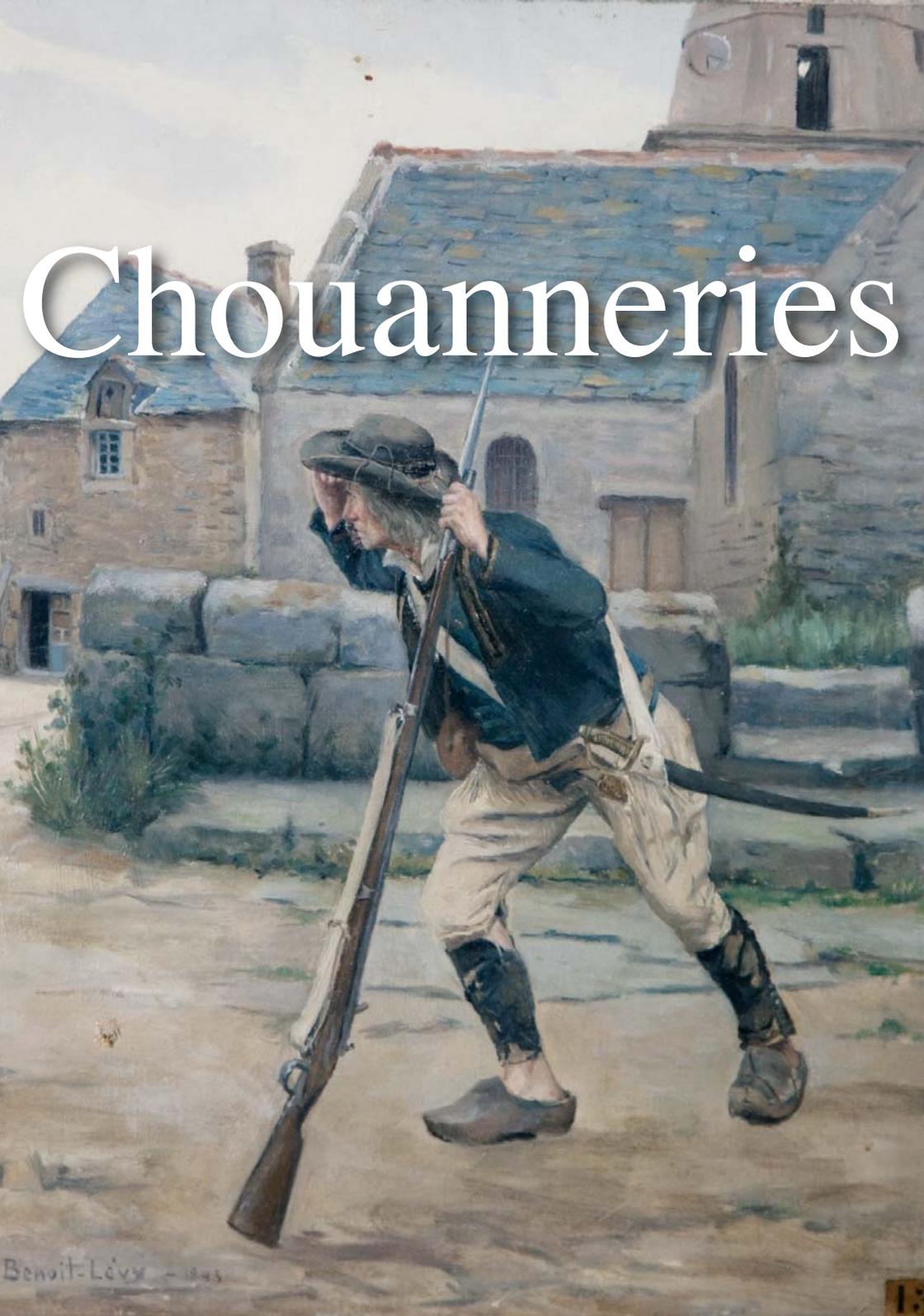


Chouanneries



Benoit-Lévy - 1845

Vendée-Chouannerie

A l'heure actuelle, Vendée-chouannerie pour les amateurs d'histoire forment un tout et s'il existe des distinctions à faire, celles-ci ne sont que ponctuelles et exclusivement d'ordre évènementiel et/ou de commandement.

Qui plus est si les chouanneries bretonne, mainiote et normande sont relativement méconnues la Vendée, et notamment le génocide vendéen, est sortie de l'ombre depuis une vingtaine d'années. Paradoxalement, le vocable commun de plus en plus utilisé fait référence à la chouannerie. A titre d'exemple, c'est ainsi qu'en Vendée Militaire, les noms de cafés comme Le Chouan, Le Vieux Chouan, La Chouannerie... se multiplient sans susciter d'ailleurs ni réaction ni émotion. Phénomène commercial non anodin, cartes postales, statuettes, représentations diverses couramment vendues en Vendée sont plus d'essence et d'esprit chouans que vendéens. On pourrait multiplier les exemples de cette nature.

On aurait tendance à penser que ce phénomène est relativement récent. Non seulement il n'en est rien mais de surcroît il est corrélatif aux évènements, ce qui se comprend aisément en raison du contexte. Dans une histoire rapide et tourmentée en train de se faire, il est extrêmement difficile, voire impossible, pour les contemporains, notamment les politiques, y compris les plus avertis, d'appréhender les



faits avec suffisamment de recul pour en comprendre les subtilités. En conséquence, on ne les aborde et les digère qu'avec les prismes ambiants, tant historiques que ponctuels.

C'est ainsi que l'axiome Bretagne-chouannerie s'impose naturellement, même si celle-ci est née en Mayenne, d'autant que le principal leader identifié, ennemi public numéro un, principal objet de préoccupation du pouvoir en place, est un breton, le marquis de la Rouërie, personnage emblématique qui, sans l'avoir voulu, est proche du pouvoir en place notamment de Danton et de Robespierre. Même si son complot avorte, à tout jamais, pour l'inconscient collectif, l'insurrection de l'Ouest est exclusivement son fait, le reste n'étant que circonvolution.

Cette cristallisation historique va se renforcer par la suite pour des raisons idéologiques, politiques, littéraires et artistiques.

Avec la centralisation, la Bretagne, vieil état à l'identité forte, terre solidement ancrée dans sa foi chrétienne, profondément enracinée dans ses traditions multi-centenaires, voire multimillénaires, viscéralement attachée à ses structures et à ses hommes, est vue comme une entité à faire disparaître à n'importe quel prix.

Afin de justifier l'injustifiable, de faire penser l'impensable, les politiques jacobins, notamment parisiens, vont s'évertuer à ne faire des Bretons que des révoltés, des conservateurs, des bandits, des brigands, en un mot des



chouans.

Journalistes, peintres, écrivains... ne sont pas en reste, faisant de cette portion de France une terre d'arriérés, d'exotisme désuet et vulgaire, ne considérant les Bretons que comme des sous-hommes à peine sortis des fanges d'un moyen-âge barbare et sale.

Relisons Victor Hugo dans *Quatre-vingt-treize*, qui ne voit dans la Bretagne qu'une " vieille rebelle " ou Balzac dans *les Chouans* qui en fait un tableau quasiment raciste : " La Bretagne est, de toute la France, le pays où les mœurs gauloises ont laissé les plus fortes empreintes... Là, les antiquaires retrouvent debout les monuments des druides, et le génie de la civilisation s'effraye de pénétrer à travers d'immenses forêts primordiales. Une incroyable férocité, un entêtement brutal, mais aussi, la foi du serment ; l'absence complète de nos lois, de nos mœurs, de notre habillement, de nos monnaies nouvelles, de notre langage, mais aussi la simplicité patriarcale et d'héroïques vertus s'accordent à rendre les habitants de ces campagnes plus pauvres de combinaisons intellectuelles que ne le sont les Mohicans et les Peaux-Rouges de l'Amérique septentrionale, mais aussi grands, aussi rusés, aussi durs qu'eux. La place que la Bretagne occupe au centre de l'Europe la rend beaucoup plus curieuse à observer que ne l'est le Canada. Entouré de lumières dont la bienfaisante chaleur ne l'atteint pas, ce pays ressemble à un charbon glacé qui resterait obscur et noir au sein d'un brillant foyer. Les efforts tentés par quelques grands esprits pour conquérir à la vie sociale et à la prospérité cette belle partie de la France, si

riche de trésors ignorés ; tout, même les tentatives du gouvernement, meurt, au sein de l'immobilité d'une population vouée aux pratiques d'une immémorable routine... "

Des historiens, comme Michelet, travailleront l'histoire officielle dans ce sens, incroyable lecture révisionniste qui gomme les chouanneries mainiotte et normande pour ne retenir que la bretonne, pour mieux salir la Bretagne tout en réduisant la Vendée à une petite chouannerie locale faite de batailles secondaires. Le cinéma récent parachève cette vision, notamment les Chouans de de Broca. Malveillance, inculture, manque de curiosité, peur, qu'importent les motivations, les faits sont là, indiscutables. L'idéologie a gagné, la vérité a perdu, d'où cette confusion incroyable entre ces deux mouvements d'essence et d'expressions si différentes.

Si la Bretagne, à l'exception du sud de la Loire Inférieure, accouche de la chouannerie, c'est la Révolution qui accouche de la Vendée. Pays d'histoire, la Bretagne, en proie aux envies tant françaises qu'anglaises, n'a eu de cesse de se battre pour rester indépendante, du moins jusqu'en 1488, date de sa défaite militaire. Avec l'union avec la France, elle n'hésitera pas à reprendre les armes pour défendre ses droits d'où l'affaire des Bonnets Rouges en 1675 et du marquis de Pontcallec en 1719. La chouannerie se situe dans cette logique : négation de ses droits - refus de dialogue – insurrection – répression, le pouvoir central ne sachant qu'employer la force extrême pour s'imposer. En conséquence, la Bretagne, notamment à l'Ouest, sait le prix de la douleur d'où, sans aucun doute, une des

difficultés majeures rencontrées par la marquis de la Rouërie et, plus tard, par ses successeurs, pour animer un mouvement général.

En Vendée Militaire, la situation originelle est totalement différente. Terre carrefour à cheval sur trois provinces (Bretagne – Anjou – Poitou), ce territoire n'a aucune identité propre et peu d'histoire commune sinon celle liée aux échanges économiques et humains. Terre de paix, sans conflit ou peu avec le pouvoir central, elle n'a ni le sens de l'insurrection ni celui de la répression. De surcroît ces " pays " circonvoisins sont complices face aux pouvoirs central et provincial avec leurs réseaux et leurs modes de fonctionnement.

La Bretagne, malgré le traité de 1532, a vu ses structures se maintenir ainsi que son organisation sociale. La noblesse, par exemple, y joue toujours son rôle traditionnel de gestion de la province et de représentation. Avec l'Union, ses pouvoirs et compétences se sont même renforcés, c'est ce qui explique qu'elle conceptualise et organise la chouannerie. Rares et très localisées sont les initiatives populaires dues à des hommes comme Cadoudal. A l'inverse, en Vendée Militaire, le mouvement est exclusivement populaire et spontané. C'est si vrai qu'au moment de se choisir un généralissime, les Vendéens se tournent tout naturellement vers un homme du peuple, Jacques Cathelineau (1759-1793) voiturier de son état. D'ailleurs la noblesse, peu nombreuse, est fondamentalement opposée au mouvement d'où son refus unanime de se mettre à la tête des insurrections locales : il faudra aux paysans avoir

recours aux menaces et au chantage pour qu'elle se soumette. Ceci a donné naissance à des scènes cocasses comme celle relative à Charrette que ses paysans sont venus chercher sous son lit. Il en est de même pour La Rochejacquelein, d'Elbée...

Le maillage urbain de la Bretagne et de la Vendée est aussi fondamentalement différent. S'il est relativement dense en Bretagne, nantie d'une véritable toile d'araignée de grandes, moyennes et petites villes-cités, il est extrêmement lâche en Vendée Militaire, les grandes villes Nantes – Angers – Niort étant toutes à la périphérie. Conséquence militaire, la soldatesque, qui est très présente en Bretagne, est pratiquement absente en Vendée Militaire à l'exception de quelques très modestes garnisons aux chefs-lieux de cantons.

Au moment de l'insurrection, cette situation quasiment unique en France va se révéler déterminante, les Vendéens s'emparant en quelques jours d'un vaste territoire de 8 à 10.000 Km sans rencontrer de résistance sérieuse y compris individuelle. Sans aucun doute, s'il y avait eu, au moins, une garnison importante qui ait fait face, le cours de l'histoire aurait changé, comme ça a été le cas à Saumur et à Nantes.

Si à l'Ouest le sentiment religieux est relativement similaire au sein des populations, il en est tout autrement du sentiment clérical, notamment vis-à-vis des religieux, riches propriétaires fonciers, avec tout ce que cette situation sous-entend : droits, usages... S'il existe un certain nombre

d'abbayes en Bretagne, il n'y en a que très peu en Vendée Militaire, de même que si le clergé est relativement aisé en Bretagne, il l'est moins en Vendée. C'est ce qui peut expliquer les nuances entre le nord et le sud de la Loire tant au niveau des prestations de serment de fidélité, des persécutions, des prises de conscience, de l'investissement du clergé dans la résistance.

Autre différence notable est la situation économique et ses conséquences. Si jusqu'au XV^e siècle la Bretagne, dans son ensemble, est un royaume considéré par les contemporains comme riche, ne serait-ce qu'en raison de sa situation géographique, il en est tout autrement avec l'Union, la Bretagne entrant dans une longue phase de paupérisation qui durera jusqu'à la seconde guerre mondiale.

La Vendée Militaire, riche terre agricole et forestière, nantie d'une économie à forte valeur ajoutée, comme la vente du cuir, de son vin..., qu'elle sait exploiter grâce, notamment, à son réseau dense de canaux, de rivières, de rus, de ports notamment Nantes, est un territoire extrêmement riche avec un relatif partage des richesses. Conséquence : si la propriété est concentrée en Bretagne, il en est tout autrement en Vendée Militaire. Les enjeux des combattants sont donc fondamentalement différents entre le nord et le sud de la Loire et les conséquences des lois révolutionnaires ne sont pas ressenties de la même manière.

Rares ont été les historiens à cerner ces nuances qui expliquent pourtant l'échec de la chouannerie bretonne et le succès relatif de la Vendée, de même que la répression, la

Vendée étant en ce domaine vue comme un laboratoire, la Bretagne devant suivre. La chute de Robespierre a bouleversé le cours officiel des événements programmés par Paris pour la grande chance de la Bretagne.

Qu'est-ce que la Chouannerie ? Un complot réactionnaire contre la république des droits de l'homme ou un soulèvement populaire contre le totalitarisme d'Etat naissant ? Il est toujours difficile de se faire une idée précise surtout si l'on maîtrise peu ou mal les événements. En fait, plusieurs chouanneries ont existé en France, la plus connue et la plus conséquente étant celle de Bretagne. Essayer de comprendre ce mouvement, c'est avant tout connaître l'histoire de cette province et ses caractéristiques sous l'Ancien Régime et entre 1789-1793, année du soulèvement.

Outre une évidente unité géographique, la Bretagne a connu une histoire cohérente et unitaire. C'est ainsi que sous l'impulsion du premier roi breton, Nominoë (?-851), s'est constitué un royaume indépendant de l'empire carolingien, et composé de 5 départements actuels : le Finistère, le Morbihan, les Côtes d'Armor, l'Ille-et-Vilaine et la Loire Atlantique. Cette indépendance, quoique relative à partir de l'Union de 1532, restera réelle jusqu'en 1789. Histoire commune et ancienne donc, qui a permis aux différents pays bretons de créer entre eux des liens indissolubles et une certaine identité qui se traduit, entre autres, par un nationalisme réel. La monarchie capétienne a essayé maintes fois d'intervenir dans les affaires intérieures du duché : en vain. Avec la Révolution, il allait en être autrement.

Dans un premier temps, les Bretons vont avoir un comportement similaire face aux événements, homogénéité d'ailleurs qui n'est pas propre à cette province mais commune à un grand nombre de régions et de villes à travers le royaume. Tout d'abord, la Bretagne est globalement favorable aux réformes. Puis, à la suite des mesures retenues par l'administration et les nouveaux détenteurs du pouvoir, succède l'hostilité. Dans un premier temps, c'est la colère face aux abus criants. Mais, sans aucun doute, la situation bascule le jour où l'Etat s'attaque à l'identité bretonne et remet en question une liberté première : celle de croire en Dieu. Parallèlement, il prend tout un ensemble de mesures vis-à-vis de la culture bretonne, de sa langue et de ses défenseurs : vexations, exils, emprisonnements, exécutions et même assassinats. Il fallait exporter la Révolution : à cette fin, la France déclare, le 20 avril 1792, la guerre au Roi de Hongrie et de Bohême, puis à une bonne partie de l'Europe. C'est un véritable désastre. Non seulement les armées révolutionnaires sont vaincues mais le territoire national est envahi. On exige alors des Français un effort considérable dans le cadre d'une levée de 300.000 hommes, les agents municipaux étant chargés de l'exécution de la loi. C'est un tollé en raison des abus criants commis dans la sélection des hommes et des moyens retenus. La guerre civile devient alors inévitable. Elle éclate au début du mois de mars 1793 pour connaître ensuite une relative accalmie puis s'achève en juillet 96 : c'est la naissance de la Chouannerie. Contrairement à la Vendée, certains hommes, comme le marquis de la Rouërie, ont commencé à organiser cette insurrection pour défendre les libertés bretonnes et dénoncer la remise en question unila-

térale du contrat d'Union de 1532. Pour ce faire, il crée l'Association bretonne et les structures adéquates. Une trahison et une forte fièvre ont raison de l'homme qui décède le 30 janvier 1793.

Cette insurrection est certes spontanée, paysanne et massive mais bon nombre de paroisses font défaut. De plus, l'armée républicaine contrôle les villes et quadrille la province. Il s'ensuit un certain nombre d'échecs militaires pour les chouans. La Virée de Galerne aurait pu permettre d'établir la liaison avec la Vendée Militaire mais les campagnes ne bougent pas ou peu, venant de subir de plein fouet le choc de la répression bleue.

Le comte de Puisaye (1755-1827), député du Perche et girondin notoire, essaie de structurer le mouvement et à cette fin crée, le 12 juillet 1794, un conseil général qui débouche tout naturellement sur deux manifestes, le 26 juillet et le 20 août, véritables déclarations de guerre. Mais la Convention thermidorienne réagit immédiatement et, à la suite de la chute de Robespierre, sanctionne les auteurs du plan de dépopulation de la Vendée, qu'elle avait elle-même voté, et prend des mesures locales d'apaisement. Puisaye, en septembre 1794, va alors en Angleterre chercher l'aide indispensable, tandis que la Bretagne négocie la paix qui débouche le 20 avril 1795 sur le traité de la Mabilais. Ce pacte aussitôt désavoué ne sera signé que par 21 Bretons sur les 121 négociateurs présents. Cet échec est d'ailleurs sanctionné par la mort d'un des grands chefs chouans signataires, Boishardy (17 juin 1795) et le désastre de Quiberon (27 juin – 21 juillet) dû à la mésentente entre les

émigrés. Les Bretons, désespérés et ne croyant plus à la paix, surtout lorsqu'ils apprennent le massacre des prisonniers auxquels on avait promis la vie sauve après leur reddition, reprennent le combat. Mais les défaites se succèdent de nouveau et un à un les chefs sont acculés à signer des paix séparées. La misère est telle qu'elle dégénère en famine. Toutes sortes de nouveaux malfaiteurs parcourent le pays : les laboureurs affamés et ex-soldats se livrent au vol et deviennent de véritables brigands, chauffeurs de pieds, etc. C'est le problème classique de la reconversion des militaires après une longue campagne. La Chouannerie ne renaîtra qu'en octobre 1799 – février 1800 mais cette fois-ci, elle se situe dans un contexte idéal pour un éventuel succès : la guerre à l'extérieur fait rage, les effectifs des soldats républicains présents sur place sont peu importants et le gouvernement multiplie les maladresses avec la mise en place d'une nouvelle conscription, le 28 juin, et la fameuse loi sur les otages le 12 juillet. Qui plus est, le pape Pie VI, prisonnier des Français, meurt en captivité. Pour la première et dernière fois, les différentes chouanneries de l'Ouest se concertent tant sur le jour de l'attaque – le 15 octobre – que sur ses finalités. La guerre d'embuscade fait place à des attaques de front et en masse des villes et des cantonnements : Fougères, Nantes, Redon... tombent pour quelques heures ou quelques jours selon les cas entre les mains des insurgés épuisés. Mais les Vendéens ne suivent plus ou mal et soutiennent peu les Bretons. De plus, Bonaparte, le 9 novembre 1799, s'empare du pouvoir. Bretons, Mainiots, Vendéens, Normands... convaincus que la restauration de la monarchie est immédiate, suspendent alors leurs actions. Jeu de dupes que le futur empereur va gagner

